

**ANALYSE DES CAUSES DE LA PAUVRETE DANS UN PAYS X (Travail inachevé)**

**L'extrême pauvreté**

Causes	Causes immédiates	Cause sous-jacentes	Causes profondes	Proposition d'actions en guise de solution	Formulation de la solution en termes d'obligation, d'interdiction, de droit, ou de devoir des Etats et de la communauté internationale
<b>Internes (au pays)</b>	- insuffisance de revenus des ménages	- manque d'emploi - précarité des emplois salariés - les écarts entre les revenus (mauvaise distribution des revenus)  - insuffisance des revenus versés des travailleurs	- la faiblesse du tissu économique	- améliorer le tissu économique en vue de créer les conditions d'emploi pour tous  - améliorer les salaires des travailleurs et les revenus des populations non salariées	<b>Art:</b> Les états veillent à l'amélioration du tissu économique en procédant à des investissements susceptibles de créer des emplois  <b>art:</b> Les Etats doivent faire emploi d'un droit pour tous  <b>art:</b> les Etats veillent à la promotion des activités génératrices de revenu  <b>art:</b> les états prennent les dispositions afin que les salaires versés aux travailleurs dans leur pays ne soient pas inférieurs au seuil de pauvreté monétaire reconnu  <b>art:</b> les états veillent au caractère équitable des revenus et à leur bonne redistribution entre les différentes groupes socioprofessionnelles
<b>Externes (au pays)</b>	- détérioration des termes de l'échange	- dévalorisation des produits des pays en voie de développement sur le marché mondial	- l'inéquité dans les négociations entre pays en voie de développement et pays développés	- instaurer un commerce mondial équitable	<b>art:</b> le commerce international se fait suivant le principe de l'égalité entre les Etats et au sein de l'OMC  <b>art:</b>

La sous scolarisation

Causes	Causes immédiates	Causes sous-jacentes	causes profondes	Proposition d'actions en guise de solution	Formulation de la solution en termes d'obligation, d'interdiction, de droit ou de devoir des Etats et de la communauté internationale
<b>Internes (au pays)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- insuffisance des revenus des ménages</li> <li>- insuffisance des infrastructures scolaires et universitaires</li> <li>- insuffisance des ressources humaines de l'enseignement</li> </ul>	- insuffisance des allocations budgétaires à l'éducation	- insuffisance des ressources budgétaires de l'Etat	- accroître les ressources budgétaires	<p><b>art:</b> les Etats font de l'éducation un droit pour tous</p> <p><b>Art:</b> les Etats prennent les dispositions afin que les budgets de l'éducation répondent aux normes édictées par les institutions internationales et les conventions ratifiées</p> <p><b>Art:</b> les états œuvrent à la valorisation du capital humain de l'éducation et de la recherche</p>
<b>Externes (au pays)</b>					

La propagation du VIH/SIDA

Causes	Causes immédiates	Causes sous-jacentes	Causes profondes	Proposition d'actions en guise de solution	Formulation de la solution en termes d'obligation, d'interdiction, de droit, ou de devoir des Etats et de la communauté internationale
<b>Internes (au pays)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- accès des populations aux informations</li> <li>- accès aux soins</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- insuffisance des structures en charge de l'information et de l'éducation des populations</li> <li>- faiblesse des revenus des populations</li> <li>- faiblesse des ressources budgétaires de l'Etat pour la subvention de l'accès aux médicaments</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- faiblesse des ressources de l'Etat</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- allouer de manière conséquente les ressources à la lutte contre la pandémie du SIDA</li> <li>- réduire les coûts d'accès aux soins, rendre gratuit l'accès aux soins</li> </ul>	<p><b>Art:</b> pour éviter la propagation du VIH/SIDA les Etats ont l'obligation de développer un système d'information adéquat</p> <p><b>Art:</b> l'accès aux soins dans le cadre de la lutte contre le SIDA</p> <p><b>Art:</b> les budgets nationaux affectés à la lutte contre le SIDA doivent permettre au plus grand nombre de citoyens d'accéder aux soins de santé</p>
<b>Externes (au pays)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Insuffisance du financement international dans la lutte contre le VIH/SIDA</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- l'appui des partenaires aux cotés de l'Etat n'est pas suffisant malgré des engagements pris</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- la volonté des pays développés d'appuyer les pays en voie de développement existe cependant elle n'est pas suffisante</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- une volonté plus grande des partenaires au développement au cotés des pays en voie de développement dans la lutte contre la pandémie</li> </ul>	<p><b>Art:</b> les partenaires au développement assurent aux pays en voie de développement l'appui nécessaire dans la lutte contre le SIDA en raison du caractère mondial de la pandémie</p>

**Les inégalités entre hommes et femmes**

Causes	Causes immédiates	Cause sous-jacentes	Causes profondes	Proposition d'actions en guise de solution	Formulation de la solution en termes d'obligation, d'interdiction, de droit, ou de devoir des Etats et de la communauté internationale
<b>Internes (au pays)</b>	- la différence de sexe	- les constructions sociales	- le pouvoir de domination	- changement de mentalité, - le partage des droits, des devoirs et des pouvoirs	<b>Art:</b> les états doivent faire respecter dans leur pays les principes de l'égalité des sexes conformément à leurs constitutions
<b>Externes (au pays)</b>					

La dépendance (économique) des femmes

Causes	Causes immédiates	Cause sous-jacentes	Causes profondes	Proposition d'actions en guise de solution	Formulation de la solution en termes d'obligation, d'interdiction, de droit, ou de devoir des Etats et de la communauté internationale
<b>Internes (au pays)</b>	- Manque de revenu propre et suffisant	- Manque et insuffisance d'activités génératrices de revenu pour les femmes  - faible taux d'emploi des femmes	- absence de structures d'appui en nombre suffisant au profit des activités rémunératrices des femmes  - capacité limitée des structures de financement  - les mentalités, les discriminations - insuffisance de femmes compétentes	- Mettre en place un cadre de financement des activités rémunératrices pour un plus grand nombre de femmes  - Accroître les capacités des structures de financements  - changement des mentalités	<b>art</b> les femmes qui souhaitent mener des activités génératrices de revenu doivent trouver auprès de leurs Etats les ressources nécessaires pour le faire  <b>art:</b> L'accès d'un plus grand nombre de femmes aux activités génératrices de revenu relève de la responsabilité des Etats  <b>-art:</b> les Etats prennent les dispositions qui s'imposent pour interdire toutes les formes de discriminations en matière d'emploi et de formation
<b>Externes (au pays)</b>					

La mortalité infantile

Causes	Causes immédiates	Cause sous-jacentes	Causes profondes	Proposition d'actions en guise de solution	Formulation de la solution en termes d'obligation, d'interdiction, de droit, ou de devoir des Etats et de la communauté internationale
<b>Internes (au pays)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- insuffisance des revenus des ménages</li> <li>- insuffisance des infrastructures de santé</li> <li>- insuffisance du personnel en quantité et en qualité suffisante</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- (déjà traitées)</li> <li>- insuffisance des allocations budgétaires à l'éducation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- (déjà traitées)</li> <li>- insuffisance des ressources budgétaires de l'Etat</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- (déjà traitées)</li> <li>- accroître les ressources budgétaires</li> </ul>	<p><b>art:</b> les Etats doivent faire de l'éducation un droit pour tous</p> <p><b>art:</b> les budgets nationaux de l'éducation doivent répondre aux normes édictées par les conventions ratifiées et les accords signés</p> <p><b>art:</b> Les Etats oeuvrent à la valorisation du capital humain. Ils ont la responsabilité de la mise en place d'un cadre incitatif de l'activité de soins de santé</p>
<b>Externes (au pays)</b>					

**Le paludisme et d'autres maladies**

<b>Causes</b>	<b>Causes immédiates</b>	<b>Cause sous-jacentes</b>	<b>Causes profondes</b>	<b>Proposition d'actions en guise de solution</b>	<b>Formulation de la solution en termes d'obligation, d'interdiction, de droit, ou de devoir des Etats et de la communauté internationale</b>
<b>Internes (au pays)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- l'insuffisance de la prévention</li> <li>- l'accès aux soins</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- la pauvreté des populations</li> <li>- insuffisance des ressources budgétaires allouées à la prévention et à la subvention aux traitements</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- insuffisance des revenus des populations</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- (déjà cité)</li> </ul>	Art:
<b>Externes (au pays)</b>					

La dégradation de l'environnement

Causes	Causes immédiates	Cause sous-jacentes	Causes profondes	Proposition d'actions en guise de solution	Formulation de la solution en termes d'obligation, d'interdiction, de droit, ou de devoir des Etats et de la communauté internationale
<b>Internes (au pays)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- accroissement de la population</li> <li>- le gaspillage des ressources naturelles et leur utilisation abusive</li> <li>- la surexploitation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- le recul de la mortalité</li> <li>- insuffisance du contrôle de l'utilisation des ressources</li> <li>- la forte demande du marché intérieur</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- les progrès accompli dans le domaine de la santé</li> <li>- insuffisances des ressources allouées aux activités de contrôle</li> <li>- la croissance économique</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Valoriser la planification familiale</li> <li>- exercer un contrôle rigoureux de l'utilisation de ressources naturelles</li> <li>- restaurer l'environnement à partir des revenus de la croissance liée au marché</li> </ul>	<p><b>Art:</b> les Etats ont l'obligation de mettre en place des politiques de panification familiale</p> <p><b>Art:</b> Ils se donnent les moyens d'exercer un contrôle rigoureux sur les ressources naturelles et leur exploitation</p> <p><b>Art:</b> Ils doivent associer aux exploitations commerciales de l'environnement des politiques rigoureuses de restauration</p>
<b>Externes (au pays)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- la forte demande des ressources (matières premières)</li> <li>- émission des gaz à effets de serre</li> <li>- les dépôts toxiques</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- la croissance économique</li> </ul>			

**Les insuffisances du partenariat dans la lutte contre la pauvreté**

Causes	Causes immédiates	Cause sous-jacentes	Causes profondes	Proposition d'actions en guise de solution	Formulation de la solution en termes d'obligation, d'interdiction, de droit, ou de devoir des Etats et de la communauté internationale
<b>Internes (au pays)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- les procédures nationales non adaptées pour une mise en œuvre efficace des programmes et protocoles d'accord en matière de lutte contre la pauvreté</li> <li>- problème d'absorption de tous crédits contractés dans la lutte contre la pauvreté</li> </ul>			<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mettre en place des procédures qui répondent aux engagements pris dans le cadre du partenariat</li> <li>- Consommer l'intégralité des crédits</li> </ul>	<p>Art : les Etats mettent en place des procédures qui permettent une bonne exécution des engagements pris dans le cadre du partenariat dans la lutte contre la pauvreté</p> <p>Art : le défaut de consommation des crédits accordés dans la lutte contre la pauvreté est un délit</p>